

CST- COMITE SOCIAL TERRITORIAL **Calendrier prévisionnel 2026**

DATES DES SEANCES	DATES LIMITE D'ENVOI DES DOSSIERS
Vendredi 06 février 2026	06/01/2026
Vendredi 24 avril 2026	20/03/2026
Vendredi 19 juin 2026	15/05/2026
Vendredi 25 septembre 2026	25/08/2026
Vendredi 20 novembre 2026	20/10/2026

Retrouvez le calendrier prévisionnel et les imprimés de saisine sur le site du CDG58 www.cdg58.com

RAPPEL
POURQUOI ET COMMENT SAISIR LE CST ?

Le Comité Social Territorial (CST) est une **instance consultative** de dialogue social traitant de **projets généraux relatifs au fonctionnement et à l'organisation des services**.

La consultation du CST est **obligatoire et préalable** à toute décision de l'organe délibérant.

Les collectivités de plus de 50 agents disposent de leur propre instance.

Le CST est placé auprès du CDG lorsque la collectivité emploie **moins de 50 agents**.

Le CST est composé de **2 collègues** qui rendent des avis distincts : représentants du personnel et représentants de l'administration.

- ♦ Il convient de saisir le CST en lui soumettant des projets de délibération relatifs aux sujets suivants : lignes directrices de gestion, télétravail, suppression de poste, apprentissage, variation du temps de travail, ratios d'avancement de grade, permanences, astreintes, annualisation...
- ♦ Le CST rend des avis simples, qui ne lie pas les collectivités. Elles ne sont pas dans l'obligation de suivre les avis rendus.

La transmission au CST d'une délibération validée par l'organe délibérant rend l'acte illégal (car non visé par le CST). La saisine sera ainsi jugée irrecevable par le CST, qui ne rendra pas d'avis.

Un **projet de délibération** est un document de dialogue qui peut être porté au débat lors des réunions de l'organe délibérant.
→ Ce n'est pas un acte administratif.
→ Il n'est pas signé par l'autorité territoriale.
→ Il n'est pas transmis au contrôle de légalité.

PROCEDURE DE SAISINE DU CST

Travail
d'élaboration du
**projet de
délibération en
amont de toute
saisine**

**Jour de la
séance**
Avis rendus par le
CST

Les collectivités
sont tenues
d'informer les
membres du CST
des **suites
données** à leur
avis dans les 2
mois

Séance - 3 semaines

Envoi du dossier de
saisine **dans les délais** à
cst@cdg58.fr
accompagné des
documents demandés.
Dans tous les cas,
**joindre toujours le
projet de délibération**

**Suite à la
séance**

Envoi des avis
aux collectivités

Transmission au **contrôle de légalité** de certains
actes. Se rapprocher des services de la Préfecture à
cet effet.

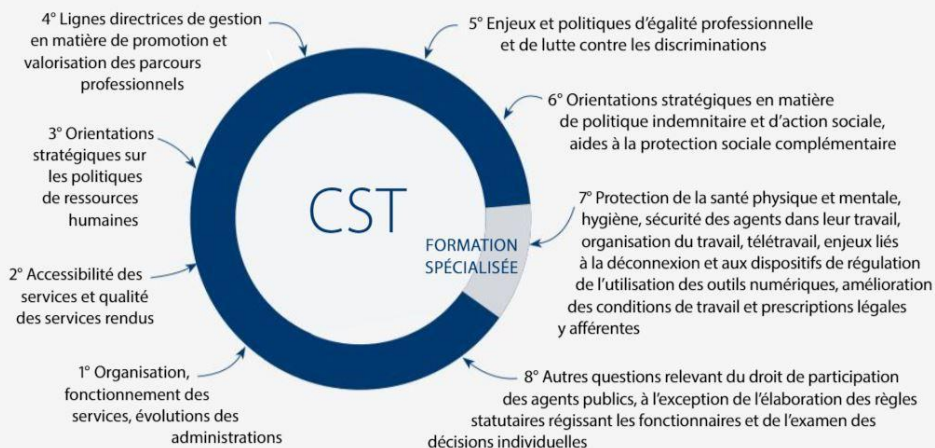
La délibération devient
exécutoire une fois visée par
le contrôle de légalité

A noter

Toute saisine réceptionnée après la date limite de dépôt des dossiers
indiquée dans le calendrier ci-dessus, sera examinée lors de la séance
suivante.

LES COMPÉTENCES DU COMITÉ SOCIAL TERRITORIAL

Art. L. 253-5 du CGFP



Contact :

Amandine SIMONIN

03.86.71.66.18

cst@cdg58.fr